

## 20. LA CRISE EN MILIEU RURAL OUEST- AFRICAIN : IMPLICATIONS SOCIALES ET CONSÉQUENCES SUR LA FÉCONDITÉ NIAKHAR (SÉNÉGAL), SASSANDRA (CÔTE-D'IVOIRE), DEUX EXEMPLES CONTRASTÉS

Agnès Adjamagbo<sup>1</sup>, Valérie Delaunay<sup>2</sup>

*Cet article traite de l'évolution des pratiques de fécondité et de contrôle des naissances dans deux sociétés rurales africaines qui subissent chacune des contraintes économiques spécifiques. Il s'agit de Niakhar au Sénégal et de Sassandra en Côte-d'Ivoire, l'une représentative d'une société sahélienne du bassin arachidier, l'autre représentative des sociétés d'économie de plantation de la zone tropicale ouest-africaine.*

*A Niakhar, dès la fin des années soixante, l'équilibre du système agro-pastoral se trouve menacé par une forte pression démographique à laquelle s'ajoute une dégradation de l'environnement, liée notamment à une baisse drastique de la pluviométrie. Peu à peu, les paysans du Siin subissent de véritables crises de subsistance. Les migrations saisonnières vers la ville tendent alors à se généraliser. Les jeunes, hommes et femmes, quittent le village pendant la saison sèche pour travailler à Dakar. Organisées au niveau de la famille, ces migrations saisonnières constituent une recherche collective de solution aux dures conditions de vie des campagnes. Des liens étroits se tissent désormais entre les villages et la capitale.*

*A Sassandra, l'économie basée exclusivement sur les cultures d'exportation subit de plein fouet la baisse brutale des cours mondiaux du café et du cacao à la fin des années quatre-vingt. La chute des revenus des paysans, la diminution progressive des réserves foncières entraînent de profondes modifications au niveau des rapports de production, mais aussi au niveau de l'organisation domestique.*

*Ainsi, au Sénégal, comme en Côte-d'Ivoire, les logiques démographiques et sociales se recomposent autour d'enjeux définis par de nouvelles contraintes. Les modèles traditionnels de fécondité changent et l'on perçoit les premiers signes d'une baisse de la fécondité.*

*A Niakhar, les migrations jouent un rôle crucial sur l'évolution des modèles de comportement en matière de fécondité. Elles constituent un facteur de diffusion des changements, déjà observés en milieu urbain, sur l'ensemble de la vie sociale des individus et en particulier sur les attitudes et les comportements en matière de fécondité et de contrôle des naissances. Malgré tout, l'organisation sociale tend à conforter encore les logiques de forte fécondité.*

*A Sassandra, le natalisme autrefois attisé par les stratégies d'occupation de l'espace des différents groupes de population en présence, est aujourd'hui remis en cause. Mais là aussi, les évolutions en cours sont complexes et engendrent parfois des effets contradictoires. Le retard d'accès des jeunes à l'autonomie économique et sociale, la marginalisation croissante des femmes, écartées de la scène productive, sont autant de processus qui modifient les déterminismes sociaux, culturels et économiques classiques.*

1. ORSTOM-ETS, Paris, France.

2. ORSTOM-ETS, Dakar, Sénégal.

## Crise et évolution de la fécondité : quelques concepts

Les premières interprétations des modèles de transition démographique en Afrique sub-saharienne mettent l'accent sur le rôle crucial de l'économie. Les travaux de Boserup [4] sont incontestablement les plus représentatifs de ce courant. Boserup émet deux hypothèses, celle de la transition par la modernisation de l'économie et celle de la transition par la crise. La première conçoit la transition de la fécondité comme le résultat d'un processus de développement économique et retient le principe selon lequel les modifications socio-économiques structurelles, qui accompagnent ce processus, rendraient difficile le maintien de pratiques traditionnelles de forte fécondité. Ainsi, l'urbanisation, le développement des emplois tertiaires (de l'administration tout particulièrement), l'amélioration de l'éducation, l'abaissement du rôle productif de l'enfant, etc., contribueraient, à terme, à rendre nécessaire une réduction de la descendance. L'auteur admet cependant que l'amélioration des revenus qu'engendre nécessairement le développement économique, en permettant à des familles entières de s'intégrer dans le secteur moderne (mais aussi informel) de l'économie urbaine, aurait comme effet premier une hausse de la fécondité. Cet effet ne serait néanmoins que temporaire et ne refléterait que la conséquence immédiate d'une plus grande capacité pour ces nouveaux travailleurs à subvenir aux besoins d'une famille nombreuse.

La seconde hypothèse repose sur les arguments suivants : la crise économique (définie principalement en termes de chute brutale des recettes d'exportation, liée à la baisse des prix des produits d'exportation sur les marchés mondiaux, de compression des budgets de l'État et de réduction des opportunités d'emploi dans le secteur moderne de l'économie) augmenterait pour les familles le « coût d'élevage » des enfants en raison de la baisse des revenus qu'elle génère. Elle contribuerait par ailleurs à réduire les profits attendus de la scolarisation, puisque l'obtention des diplômes ne garantirait plus l'accès aux emplois du secteur formel. L'anticipation de conditions économiques peu favorables à l'entretien d'une famille nombreuse inclinerait donc les populations, en milieu urbain tout particulièrement, à vouloir retarder la naissance d'un enfant ou à limiter leur descendance.

La question de la valeur accordée aux enfants est l'un des thèmes centraux de l'évolution des comportements de procréation. La théorie économique utilitariste conçoit l'enfant comme un bien de consommation qui ferait l'objet de la part des parents d'un calcul économique rationnel en termes de coûts et de bénéfices [3]. Les perceptions parentales des conséquences économiques de la procréation sont ainsi considérées comme les facteurs déterminants du niveau de fécondité. Cette conception élude les formes de contraintes culturelles et sociales, qui prévalent dans les sociétés africaines. Elle renvoie par ailleurs à des formes d'unités domestiques basées sur un modèle de vie conjugale peu approprié aux réalités africaines. Le calcul économique rationnel des avantages et inconvénients liés à l'exercice de la fécondité dépend largement des rôles réciproques des époux dans le mariage et plus particulièrement des modalités de répartition des responsabilités parentales [28].

La prise en compte d'une interprétation non économique de l'évolution de la fécondité en Afrique apparaît au début des années quatre-vingt, alors qu'on commence à disposer à la fois d'un corpus de données plus consistant et d'un recul historique suffisant pour établir un bilan critique des thèses économistes. Cette période coïncide en effet avec les premières études s'appuyant sur les résultats des Enquêtes mondiales sur la fécondité (EMF) qui offrent un ensemble de données standardisées pour de nombreux pays d'Afrique (Sénégal, Côte-d'Ivoire, Ghana, Bénin, Nigeria, Cameroun, Kenya, Soudan) ; corpus que complète ensuite la série des Enquêtes démographiques et de santé (EDS) de la décennie quatre-vingt, de même que bien d'autres investigations à échelle plus modeste. Le débat s'oriente alors sur l'impact des facteurs socioculturels et institutionnels sur les comportements de reproduction [5, 6, 23, 24].

Aujourd'hui, la discussion se poursuit à la lumière des nouvelles sources de données. Mais les tentatives de généralisation de la transition démographique en Afrique subsaharienne se heurtent encore aux nuances qu'impose la diversité économique et culturelle des sociétés concernées. Si les connaissances avancent au niveau des faits, les démonstrations demeurent encore hésitantes en ce qui concerne les causes. L'exemple du Ghana qui en dépit de conditions supposées favorables au déclin de la fécondité (niveaux d'urbanisation et d'éducation relativement élevés, politique gouvernementale de population précoce) ne présente aucune baisse des indicateurs de fécondité au cours des années quatre-vingt est révélateur de l'extrême complexité des systèmes démographiques africains. Le cas de ce pays est d'autant plus déroutant qu'il traverse dès la fin des années soixante-dix et le début des années quatre-vingt la plus grave crise économique de la sous-région [25]. En outre, là où la fécondité baisse, force est de constater la grande variabilité des processus en œuvre : forte politique de population entraînant une large diffusion des méthodes contraceptives pour les uns (Kenya, Zimbabwe, Botswana) ; recul de l'âge au mariage pour les autres (nord du Soudan, Tanzanie), changement d'attitude parmi les jeunes générations (Sénégal, Nigeria) [9].

L'analyse des relations entre économie et fécondité renvoie donc à des processus complexes qui se prêtent difficilement aux conclusions globalisantes. La compréhension des comportements de fécondité trouve son sens à travers l'étude de phénomènes variés (les modèles familiaux, les pratiques matrimoniales, la répartition du travail, l'éducation des enfants, la mobilité géographique et sociale des individus, etc.) qui participent d'un processus d'ensemble où interfèrent à la fois logiques sociales et logiques économiques. Ainsi, l'évolution de l'économie ne suffit pas à elle seule pour expliquer un régime de fécondité donné ; il importe également de prendre en compte l'ensemble des changements sociaux qui l'accompagnent. De plus, la crise, dans ses différentes formes d'expression, impulse des processus lents dont les conséquences en termes de comportements démographiques sont parfois imperceptibles à un moment donné et difficiles à prévoir. Mais surtout, en même temps qu'ils peuvent suivre des logiques contradictoires, les phénomènes économique et démographique ont chacun une temporalité qui leur est propre et qui rend de ce fait délicate toute tentative de schématisation en termes de causalité directe.

Dans cette étude, nous appréhendons donc le facteur économique dans les relations qu'il entretient avec le social en un ensemble complexe. Nous comparons deux régions rurales d'Afrique subsaharienne en proie depuis plusieurs années à une crise économique : celle de Niakhar au Sénégal et celle de Sassandra dans le sud-ouest de la Côte-d'Ivoire. L'une est représentative d'une société sahélienne du bassin arachidier, l'autre représentative des sociétés d'économie de plantation de la zone tropicale ouest-africaine. Les deux premières parties de notre texte définissent la crise dans ses composantes sociales et économiques pour les deux milieux, sénégalais et ivoirien. Les deux dernières parties traitent des implications possibles de la crise sur les logiques de fécondité. Nos analyses s'appuient sur un ensemble de données quantitatives et qualitatives<sup>1</sup>.

## **Crise et changements contemporains dans deux sociétés agraires**

La zone d'étude de Niakhar est située dans le Siin, région densément peuplée du bassin arachidier sénégalais. C'est une zone d'observation démographique, recouvrant la population de 30 villages (près de 30 000 personnes aujourd'hui) [7]. Elle fait partie de la région de Fatick, à 155 km au sud-est de Dakar, et est essentiellement peuplée de Sereer. L'histoire du peuplement sereer remonte au XI<sup>e</sup> siècle avec le début des migrations de Sereer venant du Fuuta (région du fleuve Sénégal), s'alliant plus tard, au

1. Pour Niakhar : enquêtes longitudinales, Projet Niakhar, ORSTOM : 1983-95 ; enquête qualitatives : 1995. Pour Sassandra : enquêtes à passages répétés ENSEA-ORSTOM, 1988, 1991, 1993 ; enquêtes qualitatives : 1994-95.

XIV<sup>e</sup> siècle avec l'aristocratie manding des Gelwar qui adopte la langue sereer et les pratiques animistes tout en amenant une hiérarchisation de la société sereer, jusque-là paysanne et égalitaire, relevant désormais d'un système d'ordre (aristocratie, hommes libres, hommes de conditions serviles) et d'un système de « castes » professionnelles (griots, forgerons, cordonniers, tisserands). L'établissement du protectorat français à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle amène la création de centres administratifs et économiques, dont Fatick, et l'expansion de la culture de l'arachide, qui provoque d'importants mouvements à l'intérieur de la région [2].

**Tableau 1 : Les facteurs de la crise et leurs différentes formes d'expression dans les deux régions étudiées**

Facteurs	Niakhar	Sassandra
Macro-économiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>- baisse des cours mondiaux de l'arachide</li> <li>- diminution des subventions de l'État aux paysans</li> <li>- baisse des opportunités de crédit</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- baisse des cours mondiaux du cacao</li> <li>- diminution des subventions de l'État aux paysans</li> <li>- baisse des opportunités de crédit</li> </ul>
Micro-économiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>- moindre utilisation des intrants</li> <li>- moindre investissement en matériel agricole</li> <li>- augmentation des taux d'intérêt des prêts individuels</li> <li>- recherche de sources de revenus complémentaires</li> <li>- saturation foncière</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- baisse du pouvoir d'achat des paysans</li> <li>- moindre utilisation des intrants</li> <li>- moindre recours à la main-d'œuvre salariée</li> <li>- accroissement de charges de travail</li> <li>- stratégie d'autosuffisance alimentaire</li> <li>- recherche de sources de revenus complémentaires</li> </ul>
Écologiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>- baisse de la pluviométrie</li> <li>- appauvrissement des sols</li> <li>- détérioration du parc arboré</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- saturation foncière</li> <li>- baisse de la pluviométrie</li> <li>- appauvrissement des sols</li> <li>- présences de parasites et adventices</li> <li>- incidence croissante des ravages d'animaux</li> <li>- baisse du niveau d'entretien</li> <li>- vieillissement des vergers</li> </ul>
Sociologiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>- reformulation des rôles au niveau du travail de production et de la cellule domestique</li> <li>- retard de l'accès à l'autonomie des jeunes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- revalorisation de la main-d'œuvre familiale et enfantine</li> <li>- reformulation des rôles au niveau du travail de production et de la cellule domestique</li> <li>- retard de l'accès à l'autonomie des jeunes</li> <li>- plus grande dépendance des femmes vis à vis des hommes</li> </ul>
Démographiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>- croissance démographique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- croissance démographique</li> </ul>

Les paysans du Siin, tout comme ceux de l'ensemble du bassin arachidier, sont confrontés à une crise agricole d'une ampleur considérable. Les facteurs de crise sont multiples (Tab. 1). L'équilibre du système agraire traditionnel fondé sur trois techniques principales — la culture de céréales de subsistance (mil et sorgho), celle de l'arachide, source de revenus monétaires, et l'élevage — est aujourd'hui rompu en raison de la croissance démographique. La densité de population déjà élevée dans les années soixante (85 hab./km<sup>2</sup>), est aujourd'hui de 123 hab./km<sup>2</sup> [27]. Parallèlement, la baisse de la pluviométrie<sup>1</sup> entraîne un appauvrissement des sols et, plus généralement, une détérioration de l'environnement, qu'accentue par ailleurs l'abandon progressif de l'utilisation de la jachère dans la culture rotative. Globalement, depuis 1970, on assiste à une stagnation des ressources agricoles et à de véritables crises de subsistance. Enfin, la baisse des cours de l'arachide, la réduction des subventions de l'État, la limitation des crédits permettant l'achat d'intrants et de matériel agricole, et le manque

1. Les précipitations annuelles moyennes qui étaient de plus de 700 mm entre 1950 et 1969 sont passées à 450 mm sur la période 1970-85 [14] et stagnent à ce niveau pour la dernière décennie (446 mm entre 1986 et 1995)

d'infrastructures qui met un frein aux échanges commerciaux sont autant d'obstacles au développement économique.

Située dans le sud-ouest de la Côte-d'Ivoire, la *région de Sassandra* constitue l'ultime point d'ancrage des cultures d'exportation de café et de cacao du pays. Développée d'abord à l'est au cours des années vingt, la culture du cacao et du café s'est progressivement déplacée vers les régions de l'ouest. Les années soixante, qui correspondent à une période de prospérité économique à l'échelle nationale, mais aussi mondiale, marquent un véritable essor du cacao dans cette région<sup>1</sup>. Par ailleurs, le développement de chantiers forestiers à cette même période donne lieu à l'ouverture d'axes routiers et de pistes qui suscite l'installation d'agriculteurs pionniers [31]. La propagation est d'autant plus spectaculaire qu'elle repose sur un système extensif d'exploitation des terres, particulièrement avide de forêt.

Entre 1970 et 1980, le mouvement de colonisation foncière vers l'ouest et le sud-ouest provoque une intensification de la densité de population dans le département de Sassandra, jusque-là réputé pour être sous-peuplé (9 hab./km<sup>2</sup> en 1975, 21 hab./km<sup>2</sup> en 1988). L'expansion rapide de l'économie de plantation dans la région au cours de cette décennie, doit ainsi son succès en grande partie à l'apport de main-d'œuvre venue de l'est (en majorité baoulé) mais aussi du Burkina, du Mali et de la Guinée pour l'essentiel, attirés par les opportunités de travail et les possibilités de rémunération en cession de terres. L'arrivée massive de migrants, encouragée d'ailleurs par l'état ivoirien, s'est soldée par un taux de croissance démographique proche de 7% par an, multipliant la population par dix entre 1970 et 1988. Cette remarquable poussée démographique suit la croissance exponentielle de production de cacao qui dans le même temps passe de 1 000 à plus de 150 000 tonnes [30].

La seconde moitié des années quatre-vingt, avec son lot de contraintes d'ordre économique et écologique, vient porter un premier coup de frein à ce système agricole jusque-là prospère. L'épuisement des réserves foncières, la chute vertigineuse des cours mondiaux du café et du cacao compromettent sérieusement les conditions sociales et techniques de reproduction de l'arboriculture.

Entre 1988 et 1992, le prix « bord-champ » du café non décortiqué est divisé par 4, passant de 200 F CFA à 50, voire 25 F CFA. Celui du cacao est divisé par 2,6, ce qui réduit le prix d'achat au producteur officiellement de 400 F CFA à 200 F CFA, mais en réalité à 150 F CFA si l'on considère les prix pratiqués « en brousse » [21]. Dans cette même période les revenus des paysans accusent une baisse de l'ordre de 60 à 80% [30]. Si les exploitants parviennent malgré tout à maintenir la production de cacao en raison de ses faibles coûts de rémunération du travail par rapport au café, le contexte économique ne cesse de se détériorer, entraînant de fortes conséquences sur le plan du mode de production mais aussi plus généralement sur le plan social.

## **Stratégies des populations face à la dégradation des conditions de vie**

La chute des prix des cultures de rente à l'exportation, commune aux deux sociétés étudiées, entraîne des conséquences et des réajustements spécifiques.

### **Développement des petits métiers à Niakhar**

A Niakhar, certaines activités rémunératrices se développent au village. On observe ainsi divers « petits métiers » [26, p. 317] : vente de paille, de bois, de feuilles à sauce, confection de poulaillers, transport en calèche. Ces activités sont de faible rapport, plutôt aléatoire, mais ne demandent aucun investissement préalable. Le petit commerce est aussi pratiqué, sur les marchés par les femmes, dans des boutiques par

1. Entre 1970 et 1980, le cacao emporte un net avantage sur le café du fait de plus faibles des coûts d'entretien en temps et en travail et donc d'une plus grande rentabilité [22].

les hommes. L'artisanat est réservé aux gens de caste (forge, tissage, poterie, travail du bois). Néanmoins, d'autres métiers, tels que celui de la fabrication de briques ou la maçonnerie, sont accessibles aux paysans et se révèlent parfois très rémunérateurs. Mais ces activités reposent sur la demande villageoise et subissent les contrecoups de la crise.

On constate aujourd'hui l'essor d'une nouvelle activité rémunératrice, qui exige toutefois un investissement de départ. Il s'agit de « l'embouche » animale. Le principe est d'acheter une bête (cochon, chèvre, mouton, mais surtout bœuf), de l'engraisser et de la revendre ensuite avec une forte marge bénéficiaire. Parmi les activités de saison sèche, l'embouche bovine est de loin la plus rémunératrice. Mais en dépit de l'essor qu'elle connaît aujourd'hui, cette activité concerne un nombre restreint de chefs de ménage. Elle demeure inaccessible aux paysans les plus nécessiteux.

Ainsi la dégradation générale du niveau de vie conduit les paysans de Niakhar à développer de nouvelles stratégies de survie, en partant soit à la recherche de nouvelles terres de culture, soit à la recherche d'un emploi rémunéré. Mais les possibilités d'accès à de nouveaux espaces cultivables sont insuffisants et les cultivateurs en manque de terres sont contraints à chercher des revenus additionnels ailleurs [29].

### **Dakar : l'échappatoire urbaine aux problèmes villageois**

Dès la fin des années soixante<sup>1</sup>, la dégradation des conditions de vie entraîne un véritable exode rural. La ville joue alors moins le rôle de pôle attractif qu'on lui accorde généralement mais devient plutôt « le déversoir d'une campagne saturée » [19, 20]. Pour les trois quarts des enquêtés, Dakar est la ville où l'on peut gagner l'argent nécessaire à la survie. Le motif économique apparaît donc comme la motivation majeure au départ du village vers la ville. Même si les conditions de vie urbaine se dégradent (difficultés croissantes à trouver du travail, précarité de l'emploi), les nouveaux arrivants gardent l'espoir d'améliorer les conditions de vie au village.

Certains migrants, partis à la fin des années cinquante, sont à présent très bien insérés sur le marché de l'emploi de la capitale. Leur rôle dans la constitution de réseaux d'accueil des migrants a été longuement décrit [15, 16, 26]. Ces réseaux remplissent maintenant une fonction d'accueil et d'accès à l'emploi, mais aussi une fonction de sécurité et de contrôle social.

Les migrants, et surtout les migrantes, sont aujourd'hui très jeunes. Leur départ est souvent encouragé par la famille et ils sont placés sous la responsabilité d'un(e) aîné(e), migrant(e) expérimenté(e). La vie s'organise alors au sein de groupes, ce qui permet de minimiser les coûts de la vie (nourriture, logement). Les regroupements se font sur la base des liens familiaux, mais aussi par affinités et en fonction de l'âge. Les garçons trouvent des emplois de gardien, de docker, de manœuvre, d'aide-infirmier, d'apprenti-maçon, de vendeur, de matelot. Les jeunes filles s'emploient essentiellement comme bonne ou lingère [10, 16]. A moins d'obtenir un emploi exceptionnellement bien rémunéré, les migrants retournent au village en fin de saison sèche pour participer aux travaux agricoles.

Les activités des migrants sont-elles une réelle solution au déficit alimentaire ? Les fortes disparités observées dans les revenus extra-agricoles [17] témoignent du fait que la migration n'est pas pour tous une source de gain en numéraire. En effet, les femmes sont largement marginalisées avec des revenus dix fois inférieurs à ceux des hommes. Mais, même si les bénéfices monétaires sont faibles, les migrants sont autant de bouches en moins à nourrir. On note d'ailleurs une grande continuité des relations à distance entre les migrants, même définitifs, et le village. De temps à autres, ceux-ci font parvenir au village de l'argent ou des produits vivriers ou manufacturés (vêtements, savon, huile, riz), selon leurs moyens.

1. Les mouvements de population dans le Siin sont en réalité plus anciens. Les migrations de travail ont commencé dans l'entre-deux-guerres [17] où femmes et hommes pouvaient trouver à s'employer dans les centres urbains alentours, surtout le long de la ligne de chemin de fer.

Une telle organisation de la migration exprime une volonté d'entraide et de solidarité mutuelle. Elle permet ainsi aux jeunes de tenter leur chance sans courir de grands risques. On ne saurait expliquer autrement que par la solidité de cette organisation le développement considérable que connaissent actuellement les migrations économiques de saison sèche. La migration se généralise et devient un élément indispensable à la survie. Ainsi, il est courant d'entendre dire : « Une famille qui ne comporte aucun émigré ne peut vivre décemment » [16].

### **Sassandra : les cultures pérennes à tout prix**

A Sassandra, la crise demeure encore relativement récente. Si la chute des cours du cacao sur les marchés internationaux compromet à terme la perpétuation des cultures de rente, les populations disposent encore à l'heure actuelle d'une certaine marge de manœuvre. Pour l'instant, les modifications observables au niveau du mode de production n'affectent pas le système de production de façon aussi radicale que ce que l'on observe à Niakhar ; même si l'on est tenté d'en percevoir les prémices.

La baisse des revenus des paysans a pour effet majeur de réduire les possibilités d'accès à la main-d'œuvre salariée. La valeur productive accordée à la force de travail familiale s'en trouve accrue. En outre, à l'instar de ce que l'on observe à Niakhar, la crise se traduit par une diminution des sources de crédit pour les paysans. Ces derniers ont par conséquent moins recours aux intrants ; l'entretien des vergers se dégrade, ce qui accentue davantage la baisse de productivité déjà marquée du fait du vieillissement des plantations [22].

Alors qu'à Niakhar la survie des populations paysannes dépend de leur capacité à développer des activités nouvelles ou à migrer, les ménages de planteurs du sud-ouest ivoirien ont encore la possibilité d'assurer l'essentiel de leurs besoins alimentaires en renforçant les cultures vivrières. La concentration de la consommation des ménages sur la seule production domestique compense ainsi la baisse du pouvoir d'achat [1]. Cette alternative retarde l'apparition d'activités économiques nouvelles : les stratégies déployées pour pallier la baisse des revenus demeurent fondamentalement liées à l'exploitation des cultures de rente.

La reconversion des vieilles exploitations de café et de cacao en plantations de palmiers ou d'agrumes constitue une solution en période de crise. Les premières initiatives s'opèrent déjà dans les années quatre-vingt, encouragées par l'état à travers le complexe de la Palmindustrie ou le COCI (Consortium des agrumes et plantes à parfum). L'engouement pour ces cultures est lié au fait qu'elles garantissent des revenus réguliers. Mais elles sont soumises à des règles strictes, dont l'une est que les terres qui leur sont destinées soient situées en bordure de pistes carrossables afin de permettre le ramassage de la production. Cette contrainte exclut une partie importante des paysans des possibilités de reconversion [22].

### **Intensification du vivrier : une solution qui s'impose difficilement**

Si la production vivrière domestique est désormais cruciale pour la survie des ménages, les conditions techniques et structurelles nécessaires à son développement sont trop contraignantes pour que les paysans envisagent d'en faire une activité principale, à l'instar de ce qui a pu se passer dans l'ancienne région d'économie de plantation du sud-est de la Côte-d'Ivoire [8]. En effet, la culture continue de vivrier appauvrit les sols et impose un certain nombre d'aménagements (construction de diguettes, mise en place d'un système de drainage) pour que soit assurée une productivité satisfaisante. Or les agriculteurs ne sont pas encore prêts à mettre en œuvre ces techniques culturales pointues qui contrastent avec la relative facilité qu'offre la conduite d'une exploitation de cacao ou de palmier.

Bien que la commercialisation de la production vivrière puisse constituer une source de revenus non négligeable en période de crise, son développement reste limité. Le

relatif enclavement de la région, la faiblesse des moyens de transport, l'absence d'une forte demande urbaine à proximité, empêchent une reconversion générale et durable au vivrier. En outre, malgré la crise, les cultures pérennes et en particulier le cacao, gardent toute leur valeur symbolique. A défaut de garantir une certaine aisance économique, elles restent fondamentales pour le statut social du paysan.

Ainsi, à l'heure actuelle, les solutions mises en œuvre pour pallier les aléas économiques à Sassandra maintiennent-elles la suprématie des cultures pérennes, sans que soient réellement mises en place des activités de substitution stables et durables, susceptibles de générer des revenus conséquents. Cependant les ressources de ce système déjà sérieusement fragilisé s'étiolent rapidement. L'appauvrissement des sols lié à leur surexploitation et l'absence de perspectives d'extension d'un nouveau front pionnier vers l'ouest impose à terme une recomposition drastique de l'organisation socio-économique du sud-ouest ivoirien.

## **Les implications sociales de la crise et leurs effets sur la fécondité**

### ***Le début de la baisse de la fécondité en milieu rural ouest-africain ?***

La fécondité à Niakhar est restée très élevée. Sur la période 1984-94, le nombre moyen d'enfants par femme atteint presque 8 [27] et ne présente pas de tendance réelle à la baisse. Certains indices semblent cependant témoigner d'un début de baisse de la fécondité et d'une certaine demande en matière de contrôle de la fécondité. En effet, la comparaison de l'indice synthétique de fécondité et de la descendance finale d'un groupe de générations suggère un retard de calendrier de la fécondité et une baisse probable de son intensité future. Ce retard semble lié à la fois à un recul de l'âge au premier mariage et à un allongement du premier intervalle intergénéral lorsque la première naissance a lieu en dehors du mariage [12].

La contraception, moderne comme traditionnelle, est dans l'ensemble très mal connue et très peu pratiquée. L'information semble être favorisée par la scolarisation et le contact avec la ville. Les femmes, mieux informées et plus favorables à pratiquer, ont un objectif d'espacement des naissances et de contraception d'arrêt ; les hommes ont comme objectif d'éviter les grossesses hors mariage [13].

L'évolution de la primo-nuptialité en milieu rural sénégalais présente des fluctuations liées à celle de la conjoncture économique. Au-delà de ces fluctuations, l'augmentation de l'âge médian au premier mariage et la comparaison des mariages de la table et des mariages réduits amènent à conclure à un retard de calendrier de la primo-nuptialité [11].

En dépit du retard de calendrier du premier mariage, celui de la première naissance reste stable. Malgré une adaptation du système matrimonial en réponse au développement de la sexualité pré-nuptiale, la prévalence des conceptions pré-nuptiales est importante : un quart des naissances de rang un sur la période 1984-91 et un tiers sur la période 1992-95 sont conçues avant le premier mariage. Ce phénomène est lié au développement des migrations saisonnières en ville. Si l'on considère les naissances dont la mère a effectué au moins une migration saisonnière de travail au cours des cinq dernières années, c'est la moitié des naissances de rang un qui est de conception pré-nuptiale. L'impact de la migration temporaire vers la ville des adolescents sur le début de leur vie féconde et maritale laisse donc présager d'importants changements de comportements et l'adoption de nouveaux systèmes de valeurs.

La région de Sassandra connaît elle aussi des niveaux de fécondité relativement élevés qui sont caractéristiques d'une population où prédominent les stratégies d'expansion foncière, alimentées par les flux constants d'immigrants. En 1991, les femmes mariées âgées de 15 à 49 ans ont en moyenne 8,4 enfants. Le suivi des taux du moment fait ressortir une augmentation régulière de la fécondité, liée d'une part à l'accroissement



de l'intensité de la fécondité dans chaque groupe d'âge et d'autre part à un rajeunissement du calendrier de constitution de la descendance [18].

La différenciation socio-économique des comportements constitue un aspect important de la reproduction humaine dans la région. En effet, outre les particularismes culturels, les pratiques de fécondité se révèlent étroitement liées au type d'insertion économique et sociale des différentes populations en présence. On peut distinguer deux grands groupes : celui des agriculteurs indépendants qui s'avère le plus fécond (les hommes ont en moyenne entre 10 et 15 enfants en 1991) et celui des salariés agricoles et autres actifs dont les indices sont moins élevés (entre 7 et 10 enfants en moyenne par homme). Enfin, à l'intérieur du groupe des indépendants, il apparaît que c'est parmi les populations migrantes (baoulé et étrangères), réputées développer des stratégies de colonisation foncière particulièrement actives, que la fécondité est la plus forte.

Une telle distinction est particulièrement révélatrice du statut respectif des deux populations dans le mode de production. Pour les agriculteurs indépendants, la bonne productivité de l'exploitation est fortement dépendante de leur capacité à capter la force de travail. L'exercice d'une forte fécondité trouve alors ses fondements dans la valeur productive accordée aux enfants, tout particulièrement lorsque l'accès à la main d'œuvre salariée est compromis. Pour les autres actifs, la main d'œuvre enfantine ne constitue pas les mêmes enjeux.

L'observation de l'évolution de la fécondité sur une période récente, de 1991 à 1993, révèle un début de rupture avec les tendances fortes observées jusque là. L'examen général des indices de fécondité et des attitudes relatives à la planification des naissances confirme l'émergence de tendances favorables à la réduction des descendance, chez les hommes comme chez les femmes ; ceci même si pour l'instant, le recours aux pratiques contraceptives demeure encore marginal (7% des hommes chefs de ménage âgés de 20 à 69 ans ont recours aux pratiques contraceptives en 1993 et 4% pour les femmes mariées âgées de 15 à 49 ans).

Le changement le plus marquant en 1993 est de toute évidence l'entrée des populations les plus fécondes dans un début de transition de leur fécondité. En effet, en dépit d'indices encore relativement élevés en 1993 (10,2 enfants en moyenne pour les hommes chefs de ménage, 7,1 pour les femmes) les agriculteurs indépendants, en particulier les Baoulé, affichent une baisse significative de leur niveau de fécondité.

### **Le rôle de la crise**

A Sassandra comme à Niakhar, processus économiques et processus sociaux sont intimement liés. Les mécanismes qui régissent les relations entre les diverses composantes sociales, économiques et écologiques de la crise, et la fécondité sont complexes, parfois contradictoires et nécessitent une observation fine. Aussi, l'effet de la crise sur la maîtrise de la fécondité peut-il être à la fois direct et indirect, et jouer dans le sens d'une réduction de la fécondité, comme du maintien d'une forte fécondité. En pays sereer, les migrations forment un élément important des évolutions contemporaines dont les répercussions sur les modèles de fécondité nous semblent fondamentales.

### **Le rôle crucial des migrations à Niakhar**

Dans le cadre d'une société à très forte fécondité, comme c'est le cas à Niakhar, l'adaptation des stratégies de survie développées par les individus ou les familles dans le but d'accéder à un meilleur niveau de vie, ou du moins de faire face à une dégradation générale de leur niveau de vie, peut se présenter sous forme de deux schémas de rationalité différente :

- l'un conduit à une maîtrise de la fécondité : avoir moins d'enfants pour leur apporter une meilleure éducation, une scolarisation plus poussée et leur donner les meilleures chances d'obtenir un emploi rémunéré ;

– l'autre conduit au maintien d'un niveau élevé de fécondité afin de disposer à la fois de main-d'œuvre agricole et de migrants potentiels, gardant un lien très fort avec le village et permettant ainsi d'alimenter le budget familial.

Les stratégies développées par les familles en réponse à la crise sont essentiellement le développement d'activités rémunératrices au village et le développement des migrations, définitives ou saisonnières, de certains membres de la famille. Mais si le développement des activités rémunératrices peut induire des modifications des modèles et des comportements de fécondité, il semble cependant que les migrations temporaires vers la ville qui se généralisent parmi les jeunes générations joueront un rôle bien plus important dans les modifications de comportements à long terme.

La logique de forte fécondité est essentiellement liée au mode de production, qui nécessite une main-d'œuvre abondante, et donc la présence de plusieurs femmes et de nombreux enfants. Cette logique est aussi liée au souci d'assurer la vieillesse. Ainsi en témoigne N., marié, polygame, 6 enfants : « ...nous sommes des paysans et, pour ce travail, nous avons besoin d'une bonne main-d'œuvre... », et plus loin « ...si nous préférons beaucoup d'enfants, c'est pour qu'ils puissent nous entretenir à leur tour... ». On pourrait ainsi multiplier les citations rapportant ce discours véhiculé tant parmi les jeunes que parmi les adultes, chez les hommes comme chez les femmes.

Quels impacts les changements contemporains ont-ils sur cette logique traditionnelle de forte fécondité ? Nous avons tenté d'étudier les principales réponses à la crise et leurs conséquences sur les schémas rationnels (Tab. 2 et 3).

Une activité d'appoint, telle que la vente sur les marchés ou l'emboûche bovine, permet à une famille d'améliorer le plat quotidien et de faire face aux dépenses domestiques ou de santé. Elle répond aux exigences de la vie quotidienne, sans modifier de manière fondamentale l'organisation sociale du ménage, et semble donc peu porteuse de changement.

En revanche, une activité de remplacement, provoquant un abandon de la culture, marque une rupture avec le système de production, et donc avec l'organisation sociale traditionnelle. Elle est fortement susceptible de provoquer une modification des idéaux en matière de fécondité, et plus généralement de famille. Ainsi, L., maçon, marié, 4 enfants, ne cultive pas : « si j'arrive à avoir 5 enfants, cela me suffira ».

**Tableau 2 : Les principales réponses à la crise et leurs impacts possibles sur les logiques de fécondité à Niakhar**

Réponse à la crise	Conséquences	Impact sur les logiques de forte fécondité	
		Renforcement	Affaiblissement
<i>Activités rémunératrices</i>			
Appoint	Amélioration de la vie quotidienne	X	
Remplacement	Abandon de la culture		X
<i>Migrations</i>			
Définitives	Famille : Espoir d'un revenu additionnel Migrants :	X	
	– Abandon de la culture		X
	– Départ vers d'autres terres	X	
Saisonnières	Famille :	X	
	– Apport financier	X	
	– Allègement de la charge alimentaire		
	Migrants :		
	– Référence à d'autres modèles de comportement, d'autres systèmes de pensée		X
	– Affaiblissement du contrôle social		X
	– Accès à l'information		X
	– Accès aux structures de soins		X

**Tableau 3 : Les effets de la crise et leurs impacts possibles sur les logiques de fécondité à Sassandra**

Effets de la crise	Conséquences	Impact sur les logiques de fécondité	
		Renforcement	Affaiblissement
Moindre recours aux travailleurs salariés Stratégie d'autosuffisance alimentaire	Repli sur main-d'œuvre familiale	X	
Utilisation à des fins marchandes des terrains vivriers Stratégie de sauvegarde des terres disponibles de la part des exploitants	Éloignement des femmes de la sphère productive, affaiblissement des perspectives d'autonomie Accroissement du contrôle des aînés sur les jeunes sans terre, retard dans l'accès au statut d'âge adulte	X	X
Fin des possibilités d'extension du front pionnier	Neutralisation des stratégies de colonisation foncière		X
Baisse de productivité des terres surexploitées	Augmentation du besoin de main-d'œuvre	X	

L'effet des migrations sur les comportements de fécondité doit être considéré de manière différente selon leur caractère définitif ou temporaire, leur motif, et selon que l'on se place du point de vue du migrant ou de celui du ménage auquel il appartient. Le caractère définitif ou saisonnier des migrations dépend, d'une part, des responsabilités et des devoirs des individus envers le village et, d'autre part, de la stabilité et de la rémunération de l'emploi qu'ils peuvent trouver en ville.

Les conséquences de la migration sur la fécondité peuvent prendre des formes différentes et parfois contradictoires. Considérons tout d'abord le cas des migrations définitives. Du point de vue de la famille, le départ définitif d'un membre peut constituer l'espoir d'un revenu additionnel, si ce départ correspond à l'insertion du migrant dans un réseau professionnel. Ce type de migration peut faire partie intégrante d'une stratégie familiale en réponse à la crise, passant souvent par la scolarisation pour augmenter les chances de réussite en ville par exemple. Ce type de rationalité conforte un idéal de fécondité élevé, en maximisant les chances qu'un des enfants parvienne à une situation meilleure.

Du point de vue du migrant, deux situations peuvent se présenter. Si le migrant part définitivement pour s'installer sur d'autres terres — tel a été le cas lors des migrations organisées vers les « Terre Neuves » — la nécessité de main-d'œuvre liée au mode de production le maintient alors dans une logique de forte fécondité. Par contre, si le migrant abandonne la culture pour une autre activité qui n'est pas dépendante d'une main-d'œuvre importante, l'enjeu d'une forte fécondité se trouve affaibli.

Considérons maintenant le cas des migrations saisonnières. Pour la famille au village, ce type de migration constitue à la fois un appoint financier, aussi faible soit-il, et un allègement des charges quotidiennes (alimentaires, vestimentaires, etc.). Cet état de fait constitue pour les chefs de ménage un argument en faveur d'une forte fécondité.

Du point de vue du migrant, les mécanismes joueraient plutôt en faveur de l'adoption d'idéaux de fécondité plus faible, calqués sur les modèles urbains. Il semble clair en effet que les migrants temporaires, souvent adolescents, sont soumis à un environnement faisant référence à d'autres systèmes de pensée et d'autres modèles de comportements. Cette période de vie, traditionnellement contrôlée, offre aujourd'hui une plus grande liberté. Le contact urbain permet en outre un meilleur accès à l'information en matière de santé et de contrôle des naissances, et un plus grand accès aux structures de soins.

## L'impact des nouveaux rythmes de maturation sociale à Sassandra

Dans le sud-ouest ivoirien, les changements en cours vont dans le sens d'une modification de la cellule domestique, tant au niveau de sa structure interne qu'au niveau de l'aménagement des rôles respectifs des individus qui la composent.

Comme nous l'avons souligné précédemment, le développement de l'économie marchande à Sassandra s'est largement appuyé sur une main-d'œuvre allochtone et étrangère abondante. Pendant la période d'essor du cacao, la grande disponibilité de travailleurs salariés a permis aux exploitants agricoles de consacrer une part importante de leurs revenus à la scolarisation de leurs enfants en ville. Inversement, le recrutement de manœuvres a constitué un moyen de contourner la pénurie de main-d'œuvre familiale qu'entraînait le départ des jeunes.

Dans les années quatre-vingt, alors que la baisse des cours mondiaux du cacao et du café affaiblit l'économie nationale, les plans d'ajustements structurels diminuent les opportunités d'emploi en ville. Ce contexte nouveau marque la fin de l'exutoire urbain et entraîne le retour au village des jeunes en situation d'échec d'insertion professionnelle, en même temps qu'il maintient autour de l'exploitation familiale les éventuels aspirants au départ. La saturation des débouchés urbains, à laquelle s'ajoute la raréfaction des réserves foncières, exacerbe les tensions entre aînés et cadets dans l'accès aux ressources, autrefois atténuées par la migration. Cette dépendance se traduit pour les chefs d'exploitations par un accroissement de la force de travail des jeunes et pour le jeune par la diminution des perspectives de se voir céder une parcelle de terre en contrepartie du travail qu'il fournit. En définitive, la crise retarde les possibilités pour les jeunes d'accéder à l'autonomie ; autonomie économique, mais aussi sociale, dans la mesure où, dans le cycle de vie d'un jeune agriculteur, le passage au statut de planteur indépendant correspond généralement à la constitution d'une union.

De telles évolutions ont une incidence sur les modèles familiaux. On note effectivement entre 1988 et 1993 un retard de l'âge au premier mariage d'un an, celui-ci passant de 27,4 ans à 28,1 ans pour les hommes et de 17,0 ans à 18,9 ans pour les femmes. En outre, la perte d'autonomie des jeunes générations pèse sur les structures familiales à travers la diminution sensible des ménages individuels observée entre 1988 et 1993 [1]. En effet, la proportion d'individus vivant seuls est passée de 18% en 1988 à 13% en 1993. Parallèlement, l'évolution des structures familiales pour la même période dénote une augmentation de la taille des ménages passant de 5,9 à 6,7. Il apparaît donc bien que la dégradation de l'économie compromet l'autonomie des jeunes. En définitive, l'effondrement des revenus des exploitants et la saturation foncière ont, entre autres conséquences, renforcé le contrôle social des chefs d'exploitation sur les membres de l'unité domestique et familiale.

La crise économique et plus précisément les évolutions sociales qui l'accompagnent sont probablement à l'origine du début de baisse de la fécondité enregistrée dans la région de Sassandra. Il est certain que les perspectives d'avenir peu reluisantes contribuent à rendre les jeunes davantage acquis au principe d'un contrôle des naissances que leurs aînés, comme cela apparaît effectivement dans les enquêtes de 1991 et 1993. On est ici en présence d'un schéma d'interrelation où la crise, par le biais d'un processus de dégradation des perspectives d'émancipation, peut influencer négativement sur la fécondité.

La saturation foncière conduit les paysans autochtones à un réflexe de préservation du patrimoine. A l'âge d'or de l'économie de plantation, bon nombre d'autres eux ont largement recouru aux contrats de métayage débouchant sur des cessions de terre. D'autres se sont constitués une rente foncière en procédant à des ventes systématiques de parcelles de forêt. De telles pratiques ont ainsi contribué à la dislocation progressive des réserves foncières des propriétaires autochtones. Aujourd'hui, dans un contexte où la terre, de plus en plus rare, devient précieuse, ces derniers rechignent à s'en séparer. Ainsi, pour un agriculteur qui dispose encore de surfaces cultivables,

faire exploiter ses terres par un parent constitue un gage de préservation du patrimoine : une fois cultivée, la terre échappe aux sollicitations des étrangers. Un deuxième constat relatif à l'influence indirecte de la crise économique sur la fécondité s'impose ici. En effet, ces tendances, à savoir la revalorisation de la main-d'œuvre familiale et le renforcement du rôle social de la famille dans la gestion des tensions foncières entre populations autochtone et étrangère, sont toutes deux aptes à maintenir les logiques de forte fécondité.

### **Des perspectives d'autonomie des femmes encore plus faibles à Sassandra**

La pénurie de terres ne fait pas qu'exacerber les liens de dépendance entre cadets et aînés, elle contribue également à renforcer les inégalités entre hommes et femmes. En effet, en économie de plantation, la participation féminine aux travaux agricoles consiste à prendre en charge les cultures vivrières destinées à la consommation domestique (riz, manioc, bananes plantain, etc.), mais aussi à aider le mari pour l'entretien des cultures pérennes. Les contraintes qui pèsent sur le revenu des paysans conduisent les femmes à rechercher une plus grande productivité des produits vivriers en vue d'accroître la part des surplus destinés à la vente. En effet, les revenus tirés de la commercialisation des produits de la récolte vivrière prennent de l'importance lorsque les problèmes de liquidité pèsent sur le budget des ménages.

Ainsi, la baisse du pouvoir d'achat des producteurs, entraîne-t-elle une augmentation des responsabilités des femmes dans la survie des ménages. Dans la réalité, cela se traduit d'abord par un alourdissement de leur charge de travail. En outre, dans la mesure où elles ne maîtrisent ni la gestion des terres ni celle de la main-d'œuvre, le développement de leur capacité de production se trouve limité. La course aux terres et tout particulièrement l'apparition de contrats locatifs établis par les hommes sur les friches et les bas-fonds autrefois réservés aux cultures vivrières, éloigne un peu plus encore les femmes de la sphère productive marchande. Autrement dit, en maintenant les femmes dans leur rôle de simples nourricières, les hommes privent leurs épouses des possibilités d'accroître leur productivité et d'empêcher ainsi sur la scène des activités génératrices de revenus, garantes d'une certaine autonomie.

Ces stratégies masculines d'accaparement, à des fins marchandes, des terres destinées à la production vivrière, témoignent dans une certaine mesure d'une faible cohésion entre homme et femme à l'intérieur de la cellule domestique et de production. Elles soulignent également la forte séparation des univers hommes/femmes, caractéristique des sociétés d'économie de plantation et rend plus incertaine l'émergence d'un modèle conjugal favorisant la conception de projets concertés de famille. En définitive, la dégradation du statut des femmes, tant dans la sphère domestique que productive, fragilise les perspectives d'une gestion autonome de leur fécondité, susceptible d'inclure les pratiques de planification des naissances.

\*

\*      \*

### **Quelles perspectives pour la fécondité ?**

A Niakhar comme à Sassandra, la complexité des phénomènes en cours témoigne de la difficulté à conclure sur le rôle de la crise économique sur les comportements de fécondité. En effet, en société agro-pastorale sénégalaise comme en milieu ivoirien d'économie de plantation des logiques divergentes s'affrontent : elles favorisent tantôt une baisse de fécondité ou, au contraire, renforcent les normes natalistes.

A travers ces deux cas sénégalais et ivoirien, on compare deux milieux où la crise, dans ces différentes formes d'expression, à savoir : économique (baisse des prix des produits d'exportation), écologique (baisse de la pluviométrie, appauvrissement des sols), foncière (raréfaction des terres cultivables disponibles) et démographique

(croissance rapide de la population) est commune aux deux populations, à ceci près que l'intensité des phénomènes et leur temporalité varient. A Niakhar, la crise est relativement plus ancienne et a davantage participé d'un processus où les facteurs écologique et démographique se sont d'emblée posés avec une acuité toute particulière. Les populations ont développé des stratégies, aujourd'hui bien ancrées, de lutte pour l'amélioration des conditions de vie, qui ont conduit finalement à des changements plus profonds du système de production.

A Sassandra, la crise est plus récente. Les mêmes mécanismes entrent en jeu (chute des cours du cacao sur les marchés mondiaux, baisse brutale des revenus des exploitants) mais le système de production a malgré tout pu se maintenir, jusqu'à ce que ses principaux leviers (forte disponibilité de terres, accès facile à la main-d'œuvre) ne s'étiolent sérieusement. Ainsi, jusqu'à une période encore relativement récente, les populations ont pu maintenir le système en s'adonnant d'abord à une course effrénée à la terre, puis en procédant à une surexploitation des terres aux conséquences dramatiques. Mais de telles pratiques n'offrent qu'une solution provisoire et inadaptée dans un contexte économique et écologique de plus en plus difficile. Si les familles de paysans de Niakhar ont pu opter pour des solutions migratoires qui fonctionnent encore à l'heure actuelle, les exploitants agricoles de l'ouest ivoirien se heurtent à deux obstacles de taille : l'impossibilité d'étendre le front pionnier vers l'ouest et la dégradation de la fertilité des sols qui imposent désormais des techniques culturales nouvelles souvent fort contraignantes.

La spécificité des deux zones se révèle également au travers des modes d'adaptation des populations à l'ensemble des ruptures qui frappent le système de production. Ces différences sont liées aux formes d'organisation sociale et économique propres à chaque milieu. A Niakhar, le travail de production s'organise autour de groupes domestiques composés de sous-lignages. Ils correspondent à des unités de consommation, regroupées au sein d'une concession. Le chef de groupe domestique dispose d'un pouvoir de décision en ce qui concerne l'affectation des parcelles, la conduite des opérations culturales et la répartition des tâches. Ces unités fonctionnent sur un principe d'entraide : des équipes sont constituées pour les travaux agricoles et chaque sous-lignage participe à l'alimentation du grenier collectif. Si la solidarité lignagère est un principe clé du système agraire traditionnel, elle intervient également pour la prise en charge des enfants [10, p. 86].

A l'image de cette forme traditionnelle d'organisation communautaire, les stratégies déployées par la population sereer pour pallier les aléas de l'économie, en particulier par le biais des migrations saisonnières, répondent à des intérêts collectifs. En d'autres termes, même si la persistance de la crise tend à éroder les solidarités lignagères, les migrations vers la capitale demeurent une recherche collective de solution aux problèmes villageois. Elles sont donc davantage destinées à servir les intérêts du groupe que celui des individus isolés. Le cadre familial constitue le réseau privilégié d'organisation de ces migrations qui débouchent sur une bipolarisation (urbaine et villageoise) des familles. Les migrants quittent le village avec une tâche précise : au mieux, rapporter de l'argent, au pire, contribuer à faire diminuer les charges du ménage en partant.

Cette forme répandue de gestion de la crise à Niakhar, calquée sur un mode d'organisation sociale à forte composante communautaire, illustre la forte prégnance du tissu culturel. Plus précisément, elle met en lumière la capacité des populations à s'adapter aux ruptures économiques sans compromettre de manière fondamentale leurs références culturelles. Ceci explique probablement pourquoi les logiques de forte fécondité ont survécu aux profondes modifications survenues dans le système de production, maintenant les indices à un niveau élevé. De plus, pendant longtemps, la population sereer a trouvé dans les migrations un moyen d'amortir les effets de la crise. Dans ces conditions, la planification des naissances comme stratégie consciente de lutte contre la dégradation des conditions de vie avait peu de chance de s'imposer comme telle et de modifier les systèmes de références en matière de procréation. C'est davantage les changements sociaux qui accompagnent la crise qui peuvent contribuer

à faire baisser la fécondité, bien plus qu'un calcul rationnel des populations débouchant sur une action délibérée de diminution des naissances.

Tout comme dans la société sereer, l'organisation sociale de la région de Sassandra influe sur les options prises par les populations pour remédier aux difficultés qui s'imposent à elles. L'économie marchande qui se caractérise par une relative dislocation de la famille étendue au profit du modèle nucléaire, traduit l'émergence d'une forme d'individualisation dans l'accès aux ressources. Or, sous des allures rétrogrades, c'est-à-dire, dont on pourrait croire qu'elles tendent à réintroduire un certain collectivisme propre à la société d'autosubsistance, force est de constater que les stratégies mises en œuvre par les populations prolongent, voire exacerbent la logique de l'intérêt individuel. En effet, lorsque les prestations de travail fournies par les cadets non mariés ne garantissent plus des compensations économiques et sociales habituelles, on est conduit à se demander si les rapports aînés-cadets ne se réduisent pas fatalement à des rapports d'exploitation.

Les rapports hommes-femmes constituent un autre révélateur du particularisme du cas ivoirien par rapport au cas sénégalais. L'émergence d'un modèle de couple plus à même d'assumer ses projets de procréation, indépendamment des intérêts du lignage, nécessite une certaine cohésion entre époux. Or, ce modèle conjugal propre aux sociétés d'économie de plantation maintient en fait une grande division sexuelle du travail que la crise révèle avec encore plus d'acuité. Si dans d'autres régions d'économie de plantation cette séparation a conduit à une plus grande autonomie des femmes, la société villageoise de la région de Sassandra, de par son relatif enclavement, offre encore peu de perspectives aux épouses de paysans. En d'autres termes, le modèle de famille dominant composé du chef d'exploitation, de sa ou ses femmes et de leurs enfants est une structure qui n'implique pas forcément un type de relations maritales basées sur un partage équitable des décisions et des initiatives, dans le ménage, comme dans la sphère productive. Plus que jamais, face à la crise, les prérogatives masculines, en matière de gestion des terres tout particulièrement, prédominent au détriment des femmes.

A une autre échelle, l'évolution des comportements de fécondité, au cœur de la crise économique et foncière fait ressortir les clivages entre les différents groupes de population présents à Sassandra. Ces clivages sont fonction de l'intégration de chacun de ces groupes dans la sphère de production. Ainsi, la baisse de la fécondité observée entre 1988 et 1993 est-elle la plus forte parmi les groupes socio-économiques les plus touchés par la pression foncière. Tel le cas des agriculteurs baoulé, très impliqués dans les stratégies de colonisation de l'espace, qui jusqu'en 1991, ont le niveau de fécondité le plus élevé, mais qui fléchit dans la période où la saturation foncière s'accroît. Là encore, sans conclure à une action consciente et délibérée de contrôle des naissances de la part des Baoulé, il semble bien que l'érosion des conditions sociales et économiques propices à l'exercice d'une forte fécondité a influé indirectement sur les mécanismes de procréation.

Le passage à une action délibérée des populations sur leur fécondité dépend en grande partie de l'évolution des valeurs culturelles. Si le contexte socio-économique est porteur de signes d'un bouleversement profond des sociétés rurales ouest-africaines, il ne peut suffire à lui seul à faire décliner la fécondité de manière à la fois intense et durable. Autrement dit, les schémas de rationalisation de la fécondité par rapport aux perspectives de l'économie ne peuvent réellement fonctionner que lorsque les mécanismes qui permettent de contourner les effets de la crise ont tous échoué. C'est à ce prix seulement que peut s'enclencher une réelle mutation des valeurs culturelles susceptibles de répandre de nouveaux modèles de comportement.

De ce point de vue, les jeunes générations sont les plus à même d'amorcer ce processus culturel. Les progrès réalisés en matière de scolarisation, et l'intensification croissante des relations entre ville et campagne ont largement contribué à ouvrir aux jeunes de nouvelles sphères de sociabilité et à les sensibiliser à de nouveaux modèles de référence, à même de faire émerger des comportements novateurs. A Niakhar comme

à Sassandra, ces jeunes se révèlent nettement plus ouverts aux idéaux novateurs que leurs aînés en matière de modèle familial.

Enfin, on ne saurait conclure sans rappeler le rôle crucial des structures sanitaires dans la diffusion de nouveaux modèles familiaux. En effet, une baisse durable de la fécondité ne peut s'imposer que si les populations ont à leur disposition les structures nécessaires pour concrétiser pleinement leurs idéaux. Pour l'heure, leur existence s'avère fondamentale pour accompagner les changements qui sont d'ores et déjà en cours dans les deux régions. Leur succès découlera de leur capacité à s'adapter, au bon moment, aux mutations sociologiques ; c'est-à-dire, à répondre de façon adéquate aux besoins des populations. Les efforts récents des gouvernements sénégalais et ivoirien en matière de politique de population et notamment d'implantation de programmes de planification familiale vont dans le sens de l'évolution, encore timide mais certaine, des populations. Cependant, la dégradation des conditions d'accès aux soins, liée à la baisse des revenus des ménages, soulève des interrogations quant à l'avenir de ces programmes. Il reste que, là encore, l'attitude des jeunes sera cruciale pour la diffusion de la planification familiale. En effet, les structures sanitaires désormais disponibles serviront probablement davantage aux adultes de demain qu'aux parents d'aujourd'hui.

## Bibliographie

1. ADJAMAGBO A., « Les solidarités familiales dans les sociétés d'économie de plantation. Le cas de la région de Sassandra en Côte-d'Ivoire. », In : PILON M. *et al.*, *Ménages et familles en Afrique. Approche des dynamiques contemporaines*, CEPED, INSEA, ORSTOM, URD, Paris, 1997, p. 301-235.
2. BECKER C., « Histoire de la Sénégambie du XV<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle : un bilan. », *Cahiers d'Études Africaines*, 1985, vol. 98, n° XXV-2, p. 213-242.
3. BECKER G., « A Treatise on the Family. », Cambridge, Mass., *Harvard University Press*, 1991.
4. BOSERUP E., « Economic and demographic interrelationship in sub-saharan Africa. », *Population and development Review*, 1985, vol. 11, n° 3, p. 383-397.
5. CALDWELL J.C., « Toward a Restatement of Demographic Transition Theory. », *Population and Development Review*, 1976, vol. 2, n° 3-4, p. 321-366.
6. CALDWELL J.C., « The Cultural Context of High Fertility in Sub-Saharan Africa. », *Population and Development Review*, 1987, vol. 13, n° 3, p. 409-437.
7. CHAHNAZARIAN A., BECKER C., DELAUNAY V., PREZIOSI M.-P. SAMB B., SIMONDON F., SIMONDON K.B., « Population et santé à Niakhar - Niveaux et tendances des principaux indicateurs démographiques et épidémiologiques de la zone d'étude - 1984-1991. », *ORSTOM*, Dakar, 1992, 76 p., multigr.
8. CHALEARD J.-L., « L'essor du vivrier marchand : un contre-modèle aux marges du modèle ivoirien. », Communication au Colloque international sur Crise, ajustements et recomposition en Côte-d'Ivoire : la remise en cause d'un modèle, Abidjan, *GIDIS-CI*, ORSTOM, 28 novembre-2 décembre 1994, 11 p.
9. CLELAND J., ONUOHA N., TIMAEUS I., « Fertility Change in Sub-Saharan Africa : A Review of Evidence. », In : LOCOH T., HERTRICH V. *Eds.*, *Transition in Sub-Saharan Africa*, Ordina Éditions, Liège, 1994, p. 1-20.
10. DELAUNAY V., « L'entrée en vie féconde. Expression démographique des mutations socio-économiques d'un milieu rural sénégalais. », *Les Études du CEPED*, Paris, 1994a, n° 7, 326 p.
11. DELAUNAY V., « La nuptialité des célibataires en milieu rural serer. », In : CHARBIT Y., NDIAYE S. *Eds.*, *La population du Sénégal*, CERPAA, Direction de la prévision et de la statistique, Paris, Dakar, 1994b, p. 101-126.
12. DELAUNAY V., à la mémoire d'Anouch Chahnazarian, « La fécondité en milieu rural sénégalais : à quand la transition ? », *Communication au séminaire Insea-Orstom : Transition de la fécondité et planification familiale*, Abidjan, 1995, 19 p.



13. DELAUNAY V., BECKER C., « Vers une demande réelle de contrôle de la fécondité en milieu rural sénégalais. », *Maîtrise de la fécondité et planification familiale*, Vème Journées démographiques de l'ORSTOM, Paris, 28-30 septembre 1994, 28 p.
14. DUBOIS J-P., LERICOLLAIS A., MILLEVILLE P., PONTIE G., « Terrains anciens, approches renouvelées : analyse du changement dans les systèmes agraires au Sénégal. », *ORSTOM*, Paris, 16-18 novembre 1987, 38 p. (Séminaire Dynamique des systèmes agraires).
15. FALL A.S., « Réseaux migratoires des Sereer Siin-Siin à Dakar - Approche sociologique. », *Université Cheikh Anta Diop*, Département de philosophie, Dakar, 1998, 99 p. (D.E.A. d'anthropologie).
16. FALL A.S., « Une réponse à la crise de l'agriculture - La migration des Sereer du Siin (Sénégal). », *Sociétés, Espaces, Temps*, 1992, vol. 1, n° 1, p. 138-149.
17. GUIGOU B., « Les changements du système familial et matrimonial : Les Sérères Sine (Sénégal). », *Thèse de doctorat*, EHESS, Paris, 1992, 548 p.
18. GUILLAUME A., VIMARD P., « Fécondité, crise économique et différenciations sociales à Sassandra (Sud-ouest de la Côte-d'Ivoire). », In : N'GUESSAN K., GUILLAUME A., VIMARD P., ZANOU B. *Éds.*, *Maîtrise de la croissance démographique et développement en Afrique*, ORSTOM, Coll. Colloques et Séminaires, Paris, 1994, p. 143-168.
19. LACOMBE B., « Étude démographique des migrations et des migrants relevés de 1963 à 1965 dans l'enquête du Sine Saloum (Sénégal). », *Cahier ORSTOM*, série Sciences Humaines, 1972, vol. 9, n° 4, p. 393-412.
20. LACOMBE B., VAUGELADE J., DIOUF B., BAVIERE M., BERTRAND A., DAUCHY S., « Exode rural et urbanisation au Sénégal. Sociologie de la migration des Serer de Niakhar vers Dakar en 1970. », *ORSTOM*, Travaux et Documents, Paris, 1977, n° 73, 207 p.
21. LEONARD E., OSWALD M., « Cocoa smallholders facing a double structural adjustment in Côte-d'Ivoire : Responses to a predicted crisis.. », In : RUF F., SISWOPUTRANTO P.S. *Eds.*, *Cacao Cycle, The Economics of Cocoa Supplies*, Woodhead Pupliching LTD, Cambridge, 1995, p. 125-150.
22. LEONARD E., « La reproduction de la société agraire dans la région de Sassandra - intensification ou décapitalisation, communication au séminaire de dissémination du programme de Sassandra. », *Croissance démographique, développement agricole et environnement à Sassandra*, Sassandra 14-16 juin 1995, 13 p.
23. LESTHAEGHE R., SURKIN J., « Cultural dynamics and economic theories of fertility change. », *Population and Development review*, march 1988, vol. 14, n° 1, p. 1-45.
24. LESTHAEGHE R., « Social Organisation, Economic Crisis and the Future of Fertility in Sub-Saharan Africa. », In : LESTHAEGHE R. *Ed.*, *Reproduction and Social Organisation in Sub-Saharan Africa*, University of California Press, Berkeley, 1989, p. 475-505.
25. LOCOH T., « Will the Decline in Fertility in Sub-Saharan Africa Last ? A time of Uncertainty », In : LOCOH T., HERTTRICH V. *Eds.*, *The Onset of Fertility Transition in Sub-Saharan Africa*, Derouaux Ordina Editions, Liège, 1994, p. 105-133.
26. LOMBARD J., « Problèmes alimentaires et stratégies de survie dans le Sahel sénégalais : les paysans Serer. », Nanterre, Centre d'Études Géographiques sur l'Afrique Noire, UFR géographie, Paris X, 1988, 404 p. (Thèse de doctorat).
27. MARRA A., DELAUNAY V., SIMONDON F., « Population et Santé à Niakhar - Mise à jour des principaux indicateurs démographiques - période 1984-1994. », *ORSTOM*, Dakar, 1995, 29 p., multigr.
28. OPPONG C., BLEEK W., « Economic Models and Having Children : Some Evidence From Kwahu, Ghana. », *Africa*, 1982, vol. 52, n° 4, p. 15-33.
29. ROCH J., « Les migrations économiques de saison sèche en bassin arachidier sénégalais. », *Cahier ORSTOM*, série Sciences Humaines, 1975, vol. 12, n° 1, p. 51-81.
30. RUF F., « Les crises cacaoyères, la malédiction des âges d'or ? », *Cahiers d'études Africaines*, 1991, 121-122, XXXI-1-2, p. 83-134.
31. SCHWARTZ A., « Sous-peuplement et développement dans le sud-ouest de la Côte d'Ivoire. », *ORSTOM*, coll. Études et thèses, Paris, 1993, 490 p.

Adjamagbo Agnès, Delaunay Valérie. (1998)

La crise en milieu rural ouest-africain : implications sociales et conséquences sur la fécondité : Niakhar (Sénégal), Sassandra (Côte d'Ivoire), deux exemples contrastés

In : Gendreau Francis (ed.), Lucas E. de Carvalho (co-ed.).  
Crises, pauvreté et changements démographiques dans les pays du Sud

Paris : ESTEM, 339-355. (Universités Francophones : Actualité Scientifique). Crises, Pauvreté et Changements Démographiques dans les Pays du Sud, Ouagadougou (BKF), 1996/11/13-15. ISBN 2-84371-036-7